



Comité logement Rosemont

5350 Lafond, Montréal (Québec) H1X 2X2

Téléphone : (514) 597-2581 – Télécopieur (514) 524-9813

www.comitelogement.org

Communiqué de presse

Pour publication immédiate

Fête du Canada : le gouvernement fédéral va-t-il laisser tomber les locataires?

Montréal, 1^{er} juillet 2012 – Le Comité logement Rosemont lance un cri d'alarme en cette journée de fête du Canada. La situation de nombreux-ses locataires du quartier risque de se détériorer sérieusement si Ottawa ne s'engage pas à continuer de verser annuellement les subventions aux ensembles de logements sociaux qu'il a contribué à réaliser avant 1994. La perte de ces sommes représenterait une augmentation de loyer pouvant atteindre 200\$ voir 300\$ par mois. Le Comité s'inquiète profondément de l'avenir des locataires qui pourraient devoir laisser leurs logements parce qu'incapables de payer leurs nouveaux loyers.

Que ce soit directement par le biais de la Société Canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) ou via la Société d'habitation du Québec (SHQ), le gouvernement du Canada a prévu mettre un terme progressivement à toutes les subventions qu'il verse annuellement aux ensembles de logements sociaux que ce soit des coopératives d'habitation, des OSBL d'habitation ou des HLM. À terme, plus de 85% des logements sociaux du Québec seront affectés, représentant près de 127 000 ménages habitant un logement social qui bénéficie d'un financement d'Ottawa.

À Rosemont-Petite-Patrie, il y a 1723 unités de logement HLM selon les données de l'Office municipal d'habitation de Montréal. On ne sait toujours pas comment celui-ci réagira si le gouvernement fédéral retire son financement mais on peut craindre une augmentation de loyer. Plus d'une vingtaine de projets de coopérative du quartier Rosemont serait également touché d'ici 2032 (programme 56.1, programme de prêt hypothécaire indexé (PHI), et programme sans but lucratif privé (PSBL-P).

Le Comité logement Rosemont rappelle qu'il est primordial de protéger le parc de logements sociaux existant et invite la population à s'informer davantage sur le site internet : www.defendonsnoslogements.ca

Pour plus d'informations :

Marjolaine Tapin (514) 597-0779